



HAL
open science

Sri Lanka : comment la population a mis fin à la “ Gotacratie ”

Anthony Goreau-Ponceaud, Delon Madavan

► **To cite this version:**

Anthony Goreau-Ponceaud, Delon Madavan. Sri Lanka : comment la population a mis fin à la “
Gotacratie ”. 2022. halshs-03725587

HAL Id: halshs-03725587

<https://shs.hal.science/halshs-03725587>

Submitted on 23 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THE CONVERSATION

L'expertise universitaire, l'exigence journalistique

Sri Lanka : comment la population a mis fin à la « Gotacratie »

Publié: 14 juillet 2022, 23:03 CEST

Anthony Goreau-Ponceaud

Géographe, enseignant-chercheur, UMR 5115 LAM, Institut Français de Pondichéry, Université de Bordeaux

Delon Madavan

Chercheur en géographie, Université du Québec à Montréal (UQAM)



Des familles 'visitent' la résidence officielle du président du Sri Lanka Gotabaya Rajapaksa qui a pris la fuite le 12 juillet 2022, après que les manifestants se soient emparés du palais présidentiel. Arun Sankara/AFP

Le dernier membre du clan Rajapaksa à s'accrocher encore au pouvoir, Gotabaya, devait annoncer sa démission le mercredi 13 juillet. Chassé samedi du palais présidentiel par une foule de manifestants en colère, le président a pris la fuite sous la protection de l'armée et se trouve dorénavant en exil.

Il semble donc que les protestations de ces trois derniers mois ont eu raison d'un régime corrompu, autoritaire, discriminatoire et fortement militarisé. Au-delà d'un cri de colère contre une gestion accablante du pays débouchant sur des pénuries de carburant, de gaz, de pétrole, de médicaments et de nourriture, une inflation spectaculaire, et plus globalement la faillite économique et politique de l'île, ces protestations donnent à voir l'organisation et la structuration progressive d'une société civile sur laquelle il est important de revenir tant cette dernière pourrait permettre d'échapper au processus de bipolarisation de la vie politique à Sri Lanka et à son corollaire longtemps mortifère : la création d'identités prédatrices.

À lire aussi : Au Sri Lanka, des musulmans modérés pris dans la tourmente des attentats

D'une marche pacifique

Cet élan de protestation apparaît comme le prolongement de la marche pacifique du 3 février 2021 qui permettait de relier en cinq jours Pottuvil à Polikandy, deux localités correspondant aux limites sud et nord du territoire traditionnellement occupé par les Tamouls et revendiqué en tant que tel par les organisations séparatistes. On compte parmi ces dernières les LTTE ou Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul, mouvement luttant jusqu'en 2009 pour l'autodétermination des Tamouls dans une « patrie » tamoule composée des provinces unies du Nord et de l'Est, formant un État souverain indépendant appelé Tamil Eelam).

Un grand nombre de familles de victimes de la guerre civile – entre 80 000 et 100 000 victimes selon l'ONU, mais pour certains auteurs, le nombre de morts reste à évaluer - a organisé cette marche aux côtés d'associations de la société civile, des prêtres de différentes religions (christianisme, hindouisme, islam) et des politiciens tamouls. Cette marche dite « P2P », avait pour objectif d'alerter la communauté internationale.

En effet, les conditions de vie réservées aux populations tamoules et musulmanes de l'île se sont détériorées depuis la fin du conflit en 2009 dans un contexte d'escalade militaire, d'autoritarisme et de favoritisme concernant la population majoritaire de l'île, cinghalaise, principalement de confession bouddhiste.

[Près de 70 000 lecteurs font confiance à la newsletter de The Conversation pour mieux comprendre les grands enjeux du monde. Abonnez-vous aujourd'hui.]

Suprématie bouddhiste cinghalaise

Dès son arrivée au pouvoir en 2019, Gotabaya Rajapaksa s'est en effet engagé à renforcer la suprématie bouddhiste cinghalaise et à limiter le droit des minorités (ethniques, religieuses, sexuelles), sans pouvoir pour autant réussir à concrétiser les « perspectives de prospérité » promises dans son programme électoral.

Au lieu de cela, la baisse des revenus du tourisme due aux attaques du dimanche de Pâques 2019 – que les partisans de Gotabaya ont transformé en un discours anti-islamique a renforcé le sentiment majoritaire des bouddhistes cinghalais et projeté Gotabaya comme un sauveur national.

La mauvaise gestion de l'économie, avec des réductions d'impôts drastiques au profit des classes les plus aisées et une tentative désastreuse de passer à l'agriculture biologique du jour au lendemain, ont contribué à décrédibiliser la mince marge de manœuvre politique du président.

À lire aussi : Attentats à Sri Lanka : comment se met en place le climat de terreur

Une participation inédite

Après des décennies de violences et de méfiance mutuelle, la participation (évaluée de 50 000 à 70 000 personnes selon les sources) conjointe à cette marche de citoyens tamouls et musulmans est inédite.

Cet éveil des consciences s'est poursuivi et s'est massifié pour culminer en avril dernier à Galle Face Green, vaste espace public de Colombo, qui à partir du 9 s'est transformé en « Gota-go-gama » (*gama* signifiant « village », par extension, « Gotabaya doit quitter le village »), épice de la protestation contre le gouvernement de Gotabaya Rajapaksa, avec d'autres sites de protestation (de moindre envergure) qui ont essaimé dans de nombreuses villes du pays.

Gota-go-gama, Gotabaya doit quitter le village.

Ces manifestations, qui se sont multipliées depuis la fin février en réaction à la pire crise économique que le Sri Lanka ait connue en près de 75 ans d'indépendance, se sont progressivement transformées en un soulèvement national. La vague de protestation a pris de l'ampleur lorsque les résultats de la mauvaise gestion financière et économique du gouvernement sont devenus de plus en plus visibles, avec la disparition rapide des réserves de devises et des pénuries généralisées.

La colère de la classe moyenne

Les manifestations, qui se sont poursuivies pendant plus de trois mois, ont été principalement organisées par le grand public, y compris des enseignants, des étudiants, des médecins, des infirmières, des professionnels de l'informatique, des agriculteurs, des avocats, quelques officiers de police, des activistes des droits sociaux, des sportifs, des ingénieurs et des membres issus des minorités sexuelles : bref des membres de la classe moyenne, souvent celle-là même qui avait conduit par ses voix le clan Rajapaksa au pouvoir. Il s'agit en grande partie d'un mouvement dirigé par des jeunes, utilisant l'art et la culture de manière créative, abordant au quotidien les questions de justice économique et sociale, notamment la longue histoire des violations des droits de l'homme et de l'impunité à Sri Lanka

La communauté LGBTQ+ qui a longtemps été humiliée, ridiculisée et stigmatisée à Sri Lanka, a largement participé à ces protestations. Pour la première fois dans l'histoire de l'île cette communauté a même pu organiser, en lien avec ces protestations, la marche des fiertés.

Ces manifestants ont sacrifié leur confort, sont restés résolument apolitiques et ont gagné l'admiration d'un grand nombre de sympathisants, tant à Sri Lanka qu'à l'étranger, le tout relayé par les diasporas tamoule, cinghalaise et musulmane.

Une lutte entre deux camps

Progressivement, ce qui se joue à Sri Lanka, est désormais une lutte acharnée entre deux camps – le camp de Diyawannawa (du nom du vaste espace public qui fait face au Parlement), composé des 225 parlementaires et de leurs alliés issus des classes aisées, et le camp de Galle Face Green, composé de la lutte – ou *Aragalaya* – de gens ordinaires.

Cette lutte ne vise pas seulement le retrait de la famille Rajapaksa de la vie politique. Les manifestants de Galle Face Green exigent depuis plusieurs mois des enquêtes approfondies sur les allégations de corruption à grande échelle et de crimes politiques largement attribués à la famille au pouvoir et à ses associés.

Ils veulent aussi renouveler la classe politique dans son entièreté à commencer par l'éviction des 225 membres du Parlement comme le suggère certains slogans mobilisés au sein de Galle Face : pour en finir avec la Gotacratie.

Une histoire de désobéissance civile

L'histoire contemporaine de l'île est jalonnée de tels moments de désobéissance civile dont le plus illustre est le *hartal* (grève) de 1953 ayant conduit à la démission du Premier ministre et à la préservation des droits (en l'occurrence une subvention sur le riz).

Majoritairement pacifistes, les manifestations de Galle Face sont malgré tout émaillées de sursaut de violence : certaines des factions sont impliquées dans des réactions violentes contre les députés du gouvernement, voire même l'assassinat d'un député – Amarakeerthi Athukorala – et ont détruit leurs propriétés, un signe de l'effondrement social plus large de la légitimité de la classe dirigeante. Tout comme l'est l'occupation du palais et secrétariat présidentiels, une première dans l'histoire de Sri Lanka. Le régime a tout de même réagi avec une force écrasante : passages à tabac, arrestations massives, tirs. Si la réputation de répression politique des Rajapaksas avait auparavant dissuadé de nombreux manifestants, la colère croissante semble néanmoins cette fois avoir vaincu la peur.

À lire aussi : L'« Indo-Pacifique », au-delà du slogan

Briser l'ordre économique et social existant

Forte de nombreux relais médiatiques et d'un soutien depuis plusieurs mois, la mission de l'aragalaya est aussi d'apporter un changement systémique vers un mouvement démocratique de grande ampleur, dépassant les clivages ethniques, raciaux et de classe.

Dédié à la mise en place d'un nouvel ordre socio-politique et économique, le mouvement cherche à combiner constitutionnellement la démocratie avec l'état de droit et une économie qui garantirait un niveau minimum de subsistance à tous (et plus seulement à destination de la classe urbaine aisée).

Dès les premières années de la nation indépendante srilankaise, le pays a été marqué par une polarisation autour des questions ethniques et/ou religieuses. Le premier gouvernement, dirigé par le Premier ministre SWRD Bandaranaike (1956 à 1959) avait ainsi adopté le Sinhala Only Act qui fait du cinghalais l'unique langue officielle. Ses successeurs jusqu'à Gotabaya Rajapaksa, ont poursuivi cette idée de bâtir la nation sur des fondations d'abord nationalistes.

Le référentiel srilankais s'est peu à peu nourri de la démocratie parlementaire, du néolibéralisme et du clientélisme. Ce dernier a permis l'établissement d'une oligarchie (le clan Rajapaksa) qui s'est considérablement enrichie aux dépens du pays et de ses masses.

Une situation volatile

Cependant, il n'est pas certain que les partis d'opposition soient prêts à assumer la responsabilité de voir le Sri Lanka traverser la crise économique, étant donné que les créanciers internationaux (comme la Chine) sont certains d'imposer des conditions pour de nouveaux prêts qui obligeront cette classe moyenne mobilisée depuis des mois à faire des sacrifices douloureux. Ce qui aura pour corollaire de rendre impopulaire celui qui sera au pouvoir.

La situation est toutefois volatile. La paralysie politique pourrait entraîner un effondrement économique encore plus profond ou des troubles sociaux plus graves. Les autorités pourraient à leur tour utiliser les troubles pour justifier une répression violente et un rôle encore plus important de l'armée dans la gouvernance. Pour le moment, le mouvement aragalaya n'est ni homogène, ni unifié, ni doté d'une direction centrale distincte.

C'est d'ailleurs cette absence de forme du mouvement qui a permis à tant de groupes – étudiants, groupes affiliés à des partis politiques, syndicats, activistes de la société civile, artistes et familles – de se rassembler sous la bannière aragalaya. Mais cela signifie également que de nombreuses contradictions non résolues subsistent et pourraient être instrumentalisées : l'ancien meurt mais le nouveau ne peut pas naître.